



HAL
open science

L'amphithéâtre parlementaire idéal. Le clivage gauche-droite dans l'analyse politique

Christophe Le Digol

► **To cite this version:**

Christophe Le Digol. L'amphithéâtre parlementaire idéal. Le clivage gauche-droite dans l'analyse politique. Jacques Le Bohec; Christophe Le Digol (dir.). Gauche-droite. Genèse d'un clivage politique, Presses Universitaires de France, 2012. hal-03990751

HAL Id: hal-03990751

<https://hal.science/hal-03990751>

Submitted on 15 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHAPITRE 13

L'amphithéâtre parlementaire idéal. Le clivage gauche-droite dans l'analyse politique

Christophe Le Digol

En raison du rapport pratique que les professionnels de la politique entretiennent avec leur métier, ceux-ci s'interrogent rarement sur les savoir-faire et les catégories qu'ils mobilisent au quotidien. Nourris d'une expérience ordinaire que les leçons de l'histoire politique valident, ils leur prêtent spontanément une efficacité propre qui en justifie l'usage et en explique le succès. *Gauche, droite, centre, extrême gauche et extrême droite* font partie de ces notions *omnibus* auxquelles il est aujourd'hui difficile d'échapper. Du citoyen le plus éloigné de la politique au politicien aguerri par l'expérience, du journaliste politique, fin connaisseur des secrets qui ne s'étaleront peut-être jamais dans les colonnes des journaux, au sondeur auscultant l'évolution des courbes de popularité, sans oublier l'universitaire rompu à l'analyse politique, tous emploient naturellement ces notions, qui leur semblent être les mêmes, dans des sens proches, sinon identiques.

Rares sont les catégories politiques que le succès élève au rang de catégorie savante et, parmi ces dernières, plus rares encore sont celles qui accèdent au statut tant convoité d'*invariant politique*. Ce club très fermé regroupe des catégories désignant des phénomènes ou des

Les usages sociaux des catégories politiques

représentations transhistoriques – « liberté » et « égalité » en sont deux autres exemples – qui servent souvent de principes de description et de principes d'analyse *au* monde politique, parfois de principes de description et d'analyse *du* monde politique. La crédibilité dont se trouvent pourvus ces invariants politiques est le produit d'usages croisés et d'un travail symbolique qui entraînent les professionnels de la politique et les spécialistes de l'analyse politique à parler de la politique avec les mêmes mots et, une chose en entraînant une autre, souvent dans la même logique. Comme si le savant se laissait imposer les mots avec lesquels il décrit la politique et lui donne sens. Comme s'il ne lui était pas possible d'en parler sans employer les mots de la *praxis* politique. Cette adhérence *a priori* suspecte du point de vue sociologique pose la question du rapport du chercheur à son objet, du rapport de la science politique à la politique, comme elle pose celle des formes dans lesquelles le savant doit rendre compte des activités politiques.

Un rapport ordinaire à l'objet attribue à ces catégories (gauche, droite, centre, extrême gauche, extrême droite) une *réalité politique*, héritière d'une histoire qui orchestre la même partition depuis la Révolution française¹. En dépit des différences observées entre conjonctures historiques, cette opposition existerait bon an mal an depuis la Révolution française et cette permanence justifierait leur usage savant comme principe de description, voire d'interprétation des incessants changements qui affectent le gouvernement des hommes². Cette réalité à laquelle le sociologue concéderait volontiers une place dans ses travaux ne risque-t-elle pas d'écraser de sa présence intimidante toute tentative pour emprunter, hors des sentiers battus de cette *réalité*, la voie sinueuse qui mène d'un sens commun à une

1. Comme exemple de ce rapport, consulter le chapitre intitulé « La thèse du dualisme des tempéraments droite et gauche » in Jean Meynaud, Alain Lancelot, *Les attitudes politiques*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1962, p. 69-86 ; ou encore Alain Lancelot, « L'orientation du comportement politique », in Jean Leca, Madeleine Grawitz (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, vol. 3, p. 367-419.

2. Jean Defrasne, *La gauche en France de 1789 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1972, p. 6.

L'amphithéâtre parlementaire idéal

vision proprement scientifique de la formation et du fonctionnement du champ politique ? À l'écart de ce parti pris du réalisme se dessine dans l'analyse une perspective génétique, discrète en ce domaine particulier mais fructueuse en sciences sociales depuis les années 1970¹. La permanence n'est plus l'aune de l'éphémère, instaurant une frontière tenue mais bien visible entre des objets à analyser, d'un côté, et des objets érigés en principes d'analyse, de l'autre. Ces derniers échapperaient ainsi à l'enquête à laquelle les premiers sont soumis. La durée d'existence des phénomènes ou des objets politiques, comme leur fréquence d'usage, ne discriminent plus leur statut dans l'analyse. Dans cette perspective génétique que Bachelard résume par cette formule : « Rien n'est donné. Tout est construit », le politiste s'aventure à restituer le mouvement de construction sociale de ce qui apparaît *in fine* comme une *réalité* pour les agents sociaux, y compris le savant². En ce sens, il engage une perspective analytique qui s'annonce radicalement inverse de celle que proposent les partisans du rapport « réaliste ».

Cette inversion de perspective se traduit par une défiance à l'égard des catégories de la pratique, devenues des catégories d'analyse par la grâce d'opérations d'importation et de réappropriation que l'on peine aujourd'hui à situer et à expliquer. Sous couvert d'une continuité nominale qui dissimule l'hétérogénéité historique de leurs usages et de leurs significations politiques, les catégories « gauche » et « droite » n'ont cessé d'être travaillées depuis leurs premières occurrences savantes jusqu'à nos jours. À tel point qu'il n'est pas absurde de s'interroger sur l'histoire des usages savants de ces catégories comme sur les systèmes d'enjeux et les visions politiques que ceux-ci importent clandestinement dans l'univers académique, en histoire comme en science politique. Au détour de cette histoire, se pose la question de la fabrication et de l'actualisation d'un *consensus sapien-*

1. Pierre Bourdieu, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36-37, 1981, p. 3-24 ; Gisèle Sapiro, « De l'usage des catégories de droite et de gauche dans le champ littéraire », *Société & Représentations*, n° 11, « Artistes/politiques », Frédérique Matonti (dir.), février 2001, p. 19-53.

2. Gaston Bachelard, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 1970, p. 14.

Les usages sociaux des catégories politiques

tum sur l'usage légitime de ces catégories dans le monde académique¹. Son fondement est-il purement épistémologique, comme on s'y attendrait dans le monde académique, ou est-il d'une autre nature ? La façon dont ces catégories sont travaillées par les savants, ce qu'ils leur font dire et les effets qu'elles sont susceptibles de produire sur les représentations de la politique ne sont sans doute pas sans relation avec les transformations qui ont affecté ces catégories dans l'univers politique ; elles ne sont pas non plus sans relation avec la structuration de l'univers savant et les fonctions sociales qu'il remplit dans le monde social et aux côtés d'un champ politique qui apparaît, selon la belle formule d'André Siegfried et à l'issue d'un travail symbolique de mise en ordre politique, comme un « amphithéâtre parlementaire idéal ».

DE LA POLITIQUE À LA SCIENCE : SIEGFRIED ET LE CLIVAGE GAUCHE-DROITE

Identifier le premier usage savant des catégories « gauche » et « droite » est une entreprise qui peut sembler vaine et, pour tout avouer, quelque peu arbitraire. Vaine parce qu'une analyse de leurs usages contemporains semble *a priori* suffisante pour comprendre ce que font les savants (historiens et politistes essentiellement) quand ils les emploient. Ce scepticisme attribue aux usages présents la fonction de dépositaires des usages passés qu'il serait dès lors inutile de ressusciter par et dans l'analyse. Arbitraire parce que situer une origine pose la question des critères retenus pour décréter leur caractère « savant » dans le foisonnement des occurrences aux statuts souvent ambigus et parfois contradictoires auxquelles l'observateur est confronté. Distinguer les usages savants des usages politiques pour « gauche » et « droite », c'est d'emblée instituer les espaces sociaux

1. Friedrich Nietzsche, *Le crépuscule des idoles ou Comment on philosophe avec un marteau (fragments)*, Paris, L'Herne, 2009, p. 18-19.

L'amphithéâtre parlementaire idéal

dans lesquels ces catégories circulent comme principe de discrimination qui engendre et définit leur *nature sociale*. La fragmentation que subissent alors ces catégories, travaillées par des processus sociaux autonomes mais interdépendants, donne raison et corps à une possibilité nouvelle, celle d'écrire une histoire distincte de celle qui s'écrit dans l'ordre politique. Deux histoires aux rapports complexes mais non réductibles l'une à l'autre.

De l'expérience immédiate à la géographie électorale

Comme catégories savantes, leur histoire débute, et ce n'est sans doute pas un hasard, avec le *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, rédigé par André Siegfried que les politistes français se sont choisis comme père fondateur. Candidat malheureux à la députation de 1902 à 1910¹, Siegfried tente avec cet ouvrage de se soustraire au temps de la politique, rythmée par les échéances électorales et tournée vers un avenir dont l'horizon se confond avec la prochaine élection. Ce rapport au temps, imposé par la logique de la compétition politique, n'est pas le plus propice à l'approfondissement de cette connaissance pratique que tout politicien acquiert avec l'expérience mais qu'il lui est difficile d'expliquer rationnellement. Animé du souci de comprendre les raisons de ses échecs répétés et d'identifier les « lois générales qui dominent le désordre des faits particuliers »², André Siegfried détourne son regard de l'avenir pour scruter le passé, des élections futures vers le passé électoral auquel les hommes politiques tournent le plus souvent le dos. Ce bouleversement du rapport au temps se traduit par un basculement dans l'ordre des raisons. Dans le temps de la politique, les gestes et les idées politiques qui rythment une campagne électo-

1. Alain Garrigou, « L'initiation d'un initiateur: André Siegfried », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 106-107, mars 1995, p. 27-41.

2. André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Paris, Librairie Armand Colin, 1913, p. vi.

Les usages sociaux des catégories politiques

rale expliquent les verdicts électoraux. Les raisons ou les causes d'un phénomène politique sont situées dans le champ clos de la politique. En dépit des aléas électoraux, les hommes politiques restent maîtres de leur destin, puisque l'issue des élections dépend en grande partie de leurs actions. Dans le temps de l'analyse savante, l'explication du vote déborde du champ de la politique et du moment de la campagne électorale. Elle réside en premier lieu dans l'organisation et les structures sociales à partir desquelles la politique s'anime et se déploie. En fouillant le passé, Siegfried découvre une trame et, incidemment, un devenir politique qui échappent pour une grande part aux politiciens les plus habiles et *a fortiori* au candidat malheureux qu'il fut, subissant comme tous les autres une *réalité* moins politique que sociale dont lui et les autres candidats ne sont en rien responsables.

Confronté au temps long de la politique dans son ouvrage, Siegfried bute d'emblée sur un problème pratique pour son analyse de l'évolution des résultats des élections sous la III^e République : l'instabilité des marques électorales sous lesquelles les candidats se présentaient au cours de cette période. Quarante années au cours desquelles des marques électorales ont vécu et disparu, remplacées par de nouvelles marques qu'il est parfois difficile de lier aux précédentes. Confronté à ces « classifications superficielles et perpétuellement changeantes », Siegfried a souhaité se mettre à l'abri de « cet effarant flot verbal [...] en employant de préférence le vocabulaire le moins changeant. Les termes d'Extrême Droite, de Droite, Centre, Gauche, Extrême Gauche désignent à peu près constamment les mêmes réalités »¹. Pourtant, en dépit de l'existence de ces cinq termes, Siegfried sépare l'ensemble des « forces politiques » en deux grandes catégories : d'un côté, « appartient à la coalition de droite tout ce qui s'appuie directement ou indirectement sur l'église et le château » ; de l'autre, appartient « au contraire à la coalition de gauche tout ce qui est combattu, directement ou indirectement, par l'église et le château »². Ainsi Siegfried campe-t-il un combat engageant non plus cinq

1. *Ibid.*, p. XVI-XVII.

2. *Ibid.*, p. XXIV.

L'amphithéâtre parlementaire idéal

mais deux adversaires, un combat dont la position d'arbitre lui est concédée par la neutralité et la profondeur historique que confère la géographie électorale.

En quoi « le vocabulaire le moins changeant » que Siegfried choisit pour son étude diffère-t-il du vocabulaire le plus changeant qu'il écarte d'emblée ? Si le futur professeur au Collège de France reconnaît au premier l'avantage de la *permanence* dans le temps, c'est en vertu d'un principe d'équivalence politique que, dans la logique des usages ordinaires, il attribue aux marques électorales qu'il enrôle pour composer la « coalition de gauche » et la « coalition de droite ». Cette substitution de « classifications superficielles et perpétuellement changeantes » en une classification moins changeante est par conséquent la réduction d'une diversité de marques électorales dans l'ordre politique à deux « coalitions » dans l'ordre analytique. Cette réduction est le résultat d'une double opération de mise en équivalence : d'une part, une mise en équivalence des marques électorales appartenant à des séquences chronologiques distinctes. Cette opération permet de regrouper et d'associer des marques électorales de façon diachronique et, par conséquent, de fabriquer des filiations, voire des traditions politiques. Il lui semble toutefois nécessaire de distinguer dans la période étudiée deux séquences chronologiques – de 1871 à 1902 puis de 1902 à 1910 – tant il lui paraît difficile de regrouper ces marques électorales en un seul continuum. D'autre part, une mise en équivalence de marques électorales appartenant à la même séquence chronologique. Dans ce cas de figure, le sens tactique des acteurs et des groupements politiques est mobilisé par Siegfried pour justifier leur regroupement dans l'analyse et ainsi imposer des catégories issues de la pratique politique : « L'idée directrice est de chercher toujours sur qui on s'appuie et par qui on est combattu. Voilà, en politique, où réside la suprême réalité. » Et il semble bien que le clivage gauche-droite, « suprême réalité » de la politique, ne devienne aussi une « suprême réalité » dans l'univers académique.

Les usages sociaux des catégories politiques

Un principe arbitraire de classement

Cette « réalité », que les usages ultérieurs du clivage ont rendue de plus en plus incontestée au fil du temps, a pourtant des fondements quelque peu arbitraires du propre aveu de Siegfried : arbitraire du point de vue du principe de division politique qu'il privilégie, arbitraire du point de vue géographique. La défense ou la contestation du château et de l'église est-elle l'unique principe de regroupement des marques politiques ? D'emblée, Siegfried se refuse à opter, comme principe de regroupement et d'opposition, pour les programmes et les idées politiques : « En politique les mots n'ont, par eux-mêmes, aucun sens, qu'ils ne recouvrent guère deux fois de suite les mêmes idées, et qu'il faut par conséquent les interpréter d'une façon perpétuellement nouvelle. À cette condition, ils deviennent, eux aussi, des indices précieux dont j'ai cru pouvoir largement me passer. »¹ De même renonce-t-il à adopter comme principe de regroupement « l'attitude des partis au point de vue *social* » qui, selon lui, serait valable dans « plusieurs parties de la France » mais pas pour l'Ouest². C'est pourquoi il retient les stratégies explicitement politiques comme principe au fondement de la distinction entre la gauche et la droite. Cependant, la défense de l'église et du château sur laquelle repose son opération

1. *Ibid.*, p. XVI.

2. Dans son introduction, André Siegfried annonce son ambition de publier plusieurs volumes pour constituer un *Tableau politique de la France sous la Troisième République*. En 1930, en introduction à son *Tableau des partis en France*, il précise que son premier ouvrage « ne devait être que le premier d'une série de quatre ou cinq ouvrages se rapportant aux principales régions de France. Si j'avais pu mener le projet à bien, il eût abouti à une psychologie politique de la France, basée sur la géographie » (André Siegfried, *Tableau des partis en France*, Paris, Grasset, 1930, p. 2). Enfin, il publie en 1949 une *Géographie électorale de l'Ardèche sous la III^e République* (Paris, Armand Colin, coll. « Cahiers de la FNSP », 1949). De même, il entreprendra des recherches pour rédiger un tableau politique de la France du Midi. En 1992, Patrick Cabanel publie un cours de Siegfried portant sur la géographie électorale de la Lozère (Patrick Cabanel [dir.], « André Siegfried et la Lozère : publication d'un cours inédit professé au Collège de France en février 1936 », *La vie politique en Lozère entre 1815 et 1939*, Mende, Conseil général de Lozère, 1992, p. 199-226).

L'amphithéâtre parlementaire idéal

de division et de regroupement en deux grandes coalitions pour l'Ouest de la France n'est, selon lui, pas valable pour d'autres régions de France à la même époque : « Cette classification, qui serait insuffisante pour d'autres régions, marque au contraire, dans l'Ouest, la véritable ligne de partage des eaux. » Les principes d'organisation et d'opposition entre forces politiques ne sont pas nationaux mais varient en fonction des régions. Ainsi reconnaît-il lui-même l'arbitraire des principes de classification employés dans son ouvrage, lesquels prolongent et rationalisent les accords politiques, ponctuels ou récurrents, en fonction desquels les hommes politiques fondent leurs stratégies électorales.

Ces opérations d'équivalence, sur lesquelles Siegfried s'attarde assez peu, autorisent l'usage des épithètes « gauche » et « droite » dans l'analyse politique en donnant l'illusion de leur permanence, du début de la III^e République à 1910 et, davantage par extension que par démonstration, de la Révolution française à 1910. Cette caractéristique n'est pas sans rapport avec les propriétés de la méthode que Siegfried applique à son objet. La géographie électorale privilégie la longue durée et la stabilité des préférences politiques que Siegfried objective dans l'analyse grâce aux catégories politiques (« gauche » et « droite » mais également « extrême gauche », « centre » et « extrême droite ») qu'il érige en catégories élémentaires de classement politique à partir desquelles il organise les données électorales. Cependant, ces catégories se présentent davantage comme contiguës que comme continues : Siegfried ne se pose pas la question du changement individuel des votes, puisque les opinions politiques des électeurs ne sont pas censées évoluer de façon significative d'une élection à l'autre. Cette stabilité des préférences politiques s'explique par le « tempérament » des régions étudiées. Les opinions politiques étant socialement et économiquement déterminées, les électeurs ont une opinion politique qui varie peu ou lentement. La géographie électorale passe sous silence le problème des changements individuels de vote, puisqu'elle met en relation des données objectives : la structure des votes avec des conditions géographiques, sociales et politiques. La subjectivité individuelle est écartée des opérations scientifiques au profit de la psycho-

Les usages sociaux des catégories politiques

logie collective que la géographie électorale révèle grâce à l'étude des régions de France.

Cette attention portée au premier usage savant du clivage gauche-droite permet de découvrir chez Siegfried une tension entre deux rapports contradictoires : un premier rapport bien différent des représentations contemporaines du clivage gauche-droite et un second rapport plus conforme en apparence à celles-ci. Le premier rapport correspond à un clivage qui n'a ni cette belle universalité ni cette permanence historique qu'on lui concède habituellement : le *Tableau politique* l'inscrit dans les limites du début de la III^e République (1871-1910), dans les limites de l'Ouest de la France, et lui confère des caractéristiques politiques qui résultent d'un choix arbitraire de son auteur. Le second rapport affirme au contraire la permanence du clivage gauche-droite de la Révolution française à 1910, et de l'Ouest à l'ensemble de la France, sans jamais que cette double généralisation des résultats de son étude soit justifiée scientifiquement par André Siegfried. Ce second rapport s'imposera dans ses œuvres ultérieures, en particulier dans le *Tableau des partis en France* qui se montrera beaucoup moins prudent et plus tranché dans son usage savant du clivage gauche-droite.

Toutefois, en dépit de la notoriété que cette œuvre possède aujourd'hui, on aurait tort de croire que cette conception ne fait pas débat dans le monde académique¹. Malgré sa proximité avec Siegfried, François Goguel propose une autre division binaire, l'« Ordre établi » et le « Mouvement », en constatant que les catégories « gauche » et « droite » ne permettent pas de rendre compte de la vie politique de la III^e République : « Pour ma part, il m'est arrivé d'aller plus loin encore dans la simplification et de distinguer deux tendances fondamentales seulement, l'Ordre établi et le Mouvement : peut-être était-ce violenter à l'excès une réalité fort complexe. »² Et pourtant... André Siegfried

1. Sur la place qu'occupe le *Tableau politique de la France de l'Ouest* dans l'analyse de la vie politique, consulter la préface de la troisième édition de Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Fayard, 2000.

2. François Goguel, *Géographie des élections françaises sous la Troisième Répu-*

L'amphithéâtre parlementaire idéal

avait entrepris de limiter la complexité de cette réalité en réduisant le champ de sa comparaison à des conditions institutionnelles stabilisées, celles de la III^e République. Comment la géographie électorale peut-elle conserver sa pertinence en cas de transformations fortes des conditions qui organisent les luttes politiques ?

DES USAGES SAVANTS DES CATÉGORIES POLITIQUES

Un observateur contemporain a spontanément tendance à accorder aux catégories « gauche » et « droite » un sens identique quelles que soient les conjonctures historiques et académiques dans lesquelles elles sont employées. Par habitude ou par paresse intellectuelle, cet observateur dote ces catégories, employées dans des contextes académiques déjà anciens, des propriétés et des significations dont elles sont aujourd'hui pourvues. Leur permanence historique, leur (quasi-)universalité et leur plasticité sont ainsi considérées comme des propriétés intrinsèques qui se seraient manifestées dès les premiers usages académiques, et non comme le résultat naturalisé d'un travail d'objectivation académique de ces formes élémentaires de la politique au cours duquel les professionnels de la science politique les ont progressivement revêtues de ces atours. Des premières occurrences académiques aux usages contemporains, les catégories un peu « frustrées » auxquelles Siegfried avait fait appel dans ses premiers travaux de géographie électorale ont été sensiblement travaillées et transformées en catégories dont l'identité nominale dissimule les transformations ayant affecté leurs usages comme leurs significations académiques.

blique et la Quatrième République, Paris, Armand Colin, coll. « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques », 1970, p. 13-14. François Goguel commence à faire usage de ces termes en 1948 dans *La politique des partis sous la III^e République*, Paris, Seuil, 1948, p. 17.

Les usages sociaux des catégories politiques

Une géographie électorale en déclin

À l'issue du travail réalisé par André Siegfried, le clivage gauche-droite se présente comme une opposition de « deux blocs politiques à peu près d'égale force »¹, exprimant une opposition entre deux France : l'une acceptant l'héritage politique de la Révolution française et l'autre la rejetant au profit d'une conception marquée par la société d'Ancien Régime. Cependant, l'après-guerre bouleverse quelque peu la logique ancienne du jeu politique et les stratégies d'alliance des entreprises partisans. René Rémond rappelle ainsi qu'en 1945 « tout le monde était de gauche : il n'y a plus de droite, l'effacement soudain et radical de son personnel, de ses formations, de sa pensée politique, la rejetait d'un coup dans le passé, et mettait un point final au dialogue droite-gauche qui scandait depuis cent cinquante ans le déroulement de nos luttes politiques »². Durant la IV^e République, des mouvements comme le gaullisme, le mendésisme ou le poujadisme prétendent bousculer les clivages établis et mettent à mal l'idée de deux blocs politiques, stables et opposés. Les changements du jeu politique que la nouvelle constitution introduit par rapport à la III^e République imposeraient, toujours selon René Rémond, « le besoin d'une révision des définitions traditionnelles et des notions acquises », notamment en matière de gauche et de droite³.

Ce bouleversement des équilibres politiques appelle au renouvellement des interrogations sur le sens et la logique du jeu politique, et, pour commencer, à la critique des catégories et de l'approche jusqu'à dominante – à savoir, celle d'André Siegfried. Pourtant, comme le rappelle en 1947 Charles Morazé, peu d'études de sociologie électorale sont venues étoffer, compléter ou contester les connaissances

1. Jacques Néré, « Le problème des “deux France” d'après un livre récent », *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, 2^e année, n° 4, octobre-décembre 1947, p. 463-467.

2. René Rémond, « À propos de la gauche », *Revue française de science politique*, n° 4, octobre-décembre 1955, p. 847. Il reprend cet argumentaire en 2005 dans son ouvrage *Les droites aujourd'hui*, Paris, Louis Audibert, 2005, p. 9-10.

3. *Ibid.*, p. 847.

L'amphithéâtre parlementaire idéal

produites par le *Tableau politique de la France de l'Ouest*¹. Deux critiques de statuts différents lui sont cependant adressées. En premier lieu, Siegfried adopterait une posture métaphysique en écartant des raisons du vote le programme politique pour privilégier la nature du terrain : « Car, bien entendu, l'électeur interrogé ne répondra jamais qu'il vote conservateur parce que sa ferme est en terrain granitique. Or le sentiment qu'exprime (même encore) l'électeur est-il moins important que la réalité géologique de son sol natal ? Au nom de quel matérialisme prémarxiste ou pseudo-marxiste allons-nous sacrifier le premier à la seconde ? Dira-t-on qu'inconsciemment l'électeur subit l'influence de son sol, à travers l'organisation sociale ? mais que cette influence reste décisive. Cette affirmation est de nature *métaphysique* ! »² En second lieu, le regroupement des partis en deux grandes catégories masquerait la « variété réelle des votes » : « Le problème n'est pas de savoir quelle simplification il faut apporter à la réalité pour qu'elle soit cartographiable ; il est de savoir quel perfectionnement il faut apporter à la cartographie pour qu'elle puisse exprimer la réalité. »³ La géographie électorale souffre ainsi d'une tare fondamentale : elle « ne nous apporte aucune lumière sur l'essentiel : les varia-

1. À la fin du premier numéro des « Cahiers de la FNSP », *Études de sociologie électorale*, se trouve une petite bibliographie, établie par François Goguel, intitulée « Éléments de bibliographie sur les études de sociologie électorale ». Elle comprend uniquement 14 références depuis l'ouvrage fondateur de Siegfried jusqu'en 1947 et illustre ainsi le désintéret pour la sociologie électorale.

2. Charles Morazé, « Quelques problèmes de méthode », in Charles Morazé, R. B. Mac Callum, Gabriel Le Bras, Pierre George, *Études de sociologie électorale*, Paris, Librairie Armand Colin, coll. « Cahiers de la FNSP », n° 1, 1947, p. 12.

3. *Ibid.*, p. 14. Quelques années plus tard, Paul Bois formulera une critique similaire en soulignant le « simplisme » de Siegfried : « Les études fondées seulement sur les résultats des scrutins et ce que l'on croit discerner du tempérament des populations obligent à adopter quelques notions commodes mais simples, disons même simplistes et qui ne traduisent la réalité qu'en la trahissant. On adopte souvent le dualisme résumé par les termes Gauche et Droite. Ils se justifient en ce que, en dernier ressort, les choix politiques se ramènent nécessairement à une alternative. Mais que représentent-ils au juste ? Siegfried les adopte, malgré des réserves qui sont finalement sans portée, dans son *Tableau politique de la France de l'Ouest* » (Paul Bois, *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1960, p. v).

Les usages sociaux des catégories politiques

tions des mentalités politiques et les rapports avec les variations des régimes »¹. Cette critique annonce l'essor de deux perspectives nouvelles : le développement d'une histoire des idées politiques sous l'égide de René Rémond et l'usage croissant des enquêtes d'opinion comme révélateur des intentions et des convictions des électeurs. Ces deux approches ont pour point commun de fonder leur caractère scientifique sur l'exploration de la subjectivité des individus, sur leurs opinions et leurs convictions politiques.

À partir du milieu des années 1950, le développement de ces deux approches et les nouveaux usages savants qu'elles initient travaillent symboliquement les catégories « gauche » et « droite ». En 1954, René Rémond publie son ouvrage sur l'histoire des idées politiques de droite depuis la Révolution française². Alors qu'André Siegfried avait écarté les biens symboliques (les mots, les idées et les programmes politiques) qu'engendre le système des luttes politiques pour la conquête des mandats électifs, Rémond érige au contraire ces biens symboliques en principes de différenciation et de classement des forces politiques. Ainsi distingue-t-il trois droites se référant à des traditions et à des groupes politiques : la droite légitimiste, la droite orléaniste et la droite bonapartiste³. Sur le modèle de René Rémond et à la suite de son intuition sur la pluralité de la gauche⁴, plusieurs ouvrages vont explorer l'histoire de la gauche et aboutir eux aussi au constat qu'il existe plusieurs gauches. En 1972, Jean Defrasne distingue trois gauches dont les origines puisent dans la Révolution française : une gauche de la liberté, une gauche de l'autorité et une gauche de la révolte⁵. L'année suivante, Georges Lefranc identifie également trois gauches dont la naissance daterait de la Révolution

1. *Ibid.*, p. 13.

2. René Rémond, *La droite en France de 1815 à nos jours : continuité et diversité d'une tradition politique*, Paris, Aubier, 1954.

3. Selon Zeev Sternhell, André Siegfried revendiquait la paternité de cette idée d'une pluralité de la droite ; Zeev Sternhell, *op. cit.*, p. 40.

4. René Rémond, « À propos de la gauche », *Revue française de science politique*, n° 4, octobre-décembre 1955, p. 856.

5. Jean Defrasne, *op. cit.*

L'amphithéâtre parlementaire idéal

française : une gauche libérale et parlementaire, une gauche démocrate et radicale, une gauche socialiste et communiste¹. En 1977, Jean Touchard mentionne, quant à lui, trois gauches dans son ouvrage qui débute en 1900 : le radicalisme, le socialisme et le syndicalisme révolutionnaire². L'existence de plusieurs droites et de plusieurs gauches que découvrent ces auteurs en mobilisant l'histoire des idées politiques tend à affaiblir la conception jusque-là admise de deux blocs monolithiques qui s'affronteraient depuis deux siècles³. En montrant qu'il existe une variété de traditions politiques au sein de la gauche comme au sein de la droite, ces auteurs apportent une explication aux évolutions des valeurs et des idées de la droite, comme celles de la gauche, alors même que les professionnels de la politique leur attribuent une permanence depuis la Révolution française.

Une naturalisation des catégories de la politique

Dans le *Tableau politique de la France de l'Ouest*, les catégories « gauche » et « droite » résultent d'opérations savantes qui consistent pour Siegfried à classer dans ces catégories issues de la pratique politique un ensemble d'entreprises partisans, liées les unes aux autres par des systèmes d'alliances et d'oppositions, au nom desquels les

1. Georges Lefranc, *Les gauches en France*, Paris, Payot, coll. « Le Regard de l'histoire », 1973.

2. Jean Touchard, *La gauche en France, 1900-1981*, Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 1977. De son côté, Michel Winock identifie quatre familles de gauche qu'il lie aux révolutions contemporaines. Ce classement diachronique donne naissance à une gauche républicaine, issue de la Révolution française ; une gauche socialiste, issue de la révolution industrielle ; une gauche communiste et une ultragauche, issues de la révolution bolchevique de 1917. Michel Winock, *La gauche en France*, Paris, Perrin, 2006.

3. Une grande figure de la science politique française, Maurice Duverger, affirme en 1964 que le « conflit droite-gauche ne correspond pas exactement à la réalité et que le balancier n'oscille pas véritablement de la droite à la gauche, mais seulement du centre droit au centre gauche. La réalité politique est dominée par une stratégie centriste » (Maurice Duverger, *Introduction à la politique*, Paris, Gallimard, 1964, p. 246-247). Il réitère son jugement quelques années plus tard dans *La démocratie sans le peuple*, Paris, Seuil, 1967, p. 8.

Les usages sociaux des catégories politiques

hommes politiques sollicitent le suffrage de leurs concitoyens. Les convictions politiques des électeurs sont d'emblée escamotées au profit d'un classement des étiquettes sous lesquelles les candidats se présentent. Le tempérament des électeurs d'un « pays » ou d'une région est alors déduit du rapport entre la structure des votes et l'organisation sociale et politique. À partir des années 1950, les catégories « gauche » et « droite » sont travaillées par des logiques savantes en rupture avec celle du *Tableau politique*¹.

La première de ces logiques consiste à faire correspondre des rapports à la politique, présentés sous la forme d'une variété d'opinions politiques que posséderaient les électeurs, avec les catégories objectives de la politique, c'est-à-dire les catégories dans lesquelles les entreprises politiques se classent et sont classées dans le champ politique. Cette correspondance entre les structures objectives de la politique et les structures mentales des agents sociaux ne s'opère pas naturellement par la grâce d'un ajustement spontané ou d'une compréhension immédiate entre ce qu'offriraient les hommes politiques et ce qu'attendraient naturellement les électeurs. Elle est pour une grande part le résultat d'un travail politique de construction de formes de représentation et, en partie – c'est du moins l'hypothèse que nous formulons dans ce texte –, le produit d'un travail savant de construction et de naturalisation d'un certain nombre de médiations, si évidentes de nos jours qu'elles en sont devenues invisibles. Au nombre de quatre, ces médiations consistent à démontrer que *les électeurs possèdent des opinions politiques*², que *leur vote exprime*

1. Pour une présentation de ce travail académique, Jean Chiche, Élisabeth Dupoirier, « Échelle gauche-droite et choix politiques », in Élisabeth Dupoirier, Jean-Luc Parodi (dir.), *Les indicateurs socio-politiques aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 233-247.

2. Pour un aperçu du sens que l'on assigne au terme « opinion », consulter les deux premiers chapitres de Jean Stœtzl, *Théorie des opinions*, Paris, PUF, 1943. Deux définitions sont proposées. La première définit l'opinion comme « la formule nuancée qui, sur une question déterminée, reçoit l'adhésion sans réserve d'un sujet » (p. 25) et la seconde « comme la position sur une échelle objective de la proposition à laquelle il accorde son adhésion totale » (p. 53). Selon l'auteur, la seconde définition a l'avantage de rendre possible « une connaissance quantitative des opinions » (p. 54).

L'amphithéâtre parlementaire idéal

*ces opinions politiques*¹, que *celles-ci correspondent à des comportements et à des visions du monde distincts*², qu'*elles s'organisent plus ou moins en fonction de l'offre des idées, doctrines et programmes politiques en cours dans le champ politique.*

Ce travail symbolique se réalise du milieu des années 1950 à la fin des années 1960. Une fois posées, ces médiations établissent que l'expression individuelle des opinions politiques épouse le système officiel de classement des préférences politiques que tous ceux qui trouvent un intérêt à faire voter dans les bonnes formes ont contribué à objectiver, adapter et officialiser en politique comme dans le monde académique. Il devient alors possible de classer les électeurs et leurs opinions de la même façon que l'on classe les entreprises politiques et les programmes politiques que celles-ci défendent. Pour les structures mentales comme pour les structures objectives de la politique, le principe de classement résiderait dans les opinions exprimées et organisées selon un axe gauche-droite³.

Cette démarche contribue également à associer une substance au substantif choisi parmi les catégories objectives de la politique, d'associer au sentiment d'appartenance à la droite ou à la gauche un certain nombre de « jugements », de « comportements », d'« attitudes » qui relèveraient d'une appartenance politique plutôt que d'une autre. De bonne foi, cette démarche tend à révéler l'existence de relations entre ce qui apparaît comme relevant de différents ordres de phénomènes, entre

1. Émeric Deutsch, Denis Lindon, Pierre Weil, *Les familles politiques aujourd'hui en France*, Paris, Minuit, 1966. Dans cet ouvrage, les auteurs établissent une relation entre les opinions politiques des électeurs, organisées en familles politiques, et leurs votes.

2. *Les Temps modernes*, numéro spécial, juillet 1955 ; in-8°, p. 1537-2016.

3. Cette correspondance entre l'ordre objectif et l'ordre subjectif de la politique n'adopte pas immédiatement l'ordre si parfait qu'il donne à voir aujourd'hui. Ainsi, la notion d'« ambigu » adoptée dans l'enquête IFOP, publiée dans *Les Temps modernes*, pour rendre compte du groupe difficilement classable parmi les hommes de gauche, ou celle de « marais » utilisée dans *Les familles politiques aujourd'hui* montrent à quel point, dans les années 1950 et 1960, les enquêteurs ont du mal à faire entrer certaines fractions des électeurs dans les classements « objectifs » de la politique. Ces notions disparaîtront au fur et à mesure que les techniques s'affinent et que les catégories « gauche » et « droite » sont intériorisées et naturalisées par les électeurs et les enquêtés.

Les usages sociaux des catégories politiques

des structures de votes et des structures d'opinions ou de pratiques. Ce faisant, elle les lie et accorde ainsi au substantif une forme d'objectivité que ses usages récurrents et anciens en politique ne lui offraient pas. En deçà ou au-delà du discours politique et surtout en dehors de celui-ci, il existerait des comportements de droite ou de gauche ; il existerait des « hommes de gauche » ou des « hommes de droite ». Par une ruse dont la politique a le secret, l'objectivité acquise à la faveur de travaux académiques contribuerait à asseoir le discours politique et les prétentions des professionnels de la politique à dire le réel. Ainsi, les préoccupations des professionnels de la politique tirent une partie de leur légitimité de ce qu'il existerait chez ceux qu'ils prétendent représenter des attentes et des visions du monde correspondant à celles qu'eux-mêmes défendent.

La seconde logique savante affectant ces catégories politiques consiste à substituer une dimension continue du clivage gauche-droite à la dimension contiguë qu'avait adoptée André Siegfried. La conception antérieure de la « gauche » et de la « droite », considérées comme deux blocs opposés, perd de sa force au profit d'un dégradé de positions à la fois à droite et à gauche. Initié par René Rémond dans son *Histoire de la droite* en 1954, devenue *Histoire des droites* à la faveur de nouvelles éditions, ce mouvement se poursuit avec les travaux de Duncan MacRae Jr.¹, ceux de Guy Michelat et Jean-Pierre H. Thomas² et, enfin, ceux d'Émeric Deutsch, Denis Lindon et Pierre Weil³. Cette innovation académique, apparemment anodine, est rendue nécessaire par l'idée, devenue de plus en plus évidente depuis 1948, que les opinions politiques des électeurs évoluent d'une élection à l'autre. Cette gradation de l'axe ou de l'échelle gauche-droite entérine l'existence d'un dégradé de positions politiques plus complexe que l'opposition gauche-droite et non réductible à celle-

1. Ce chercheur publie une analyse factorielle, réalisée en janvier 1955 à partir d'une enquête de l'IFOP, montrant « la classification gauche-droite comme une dimension continue ». Duncan MacRae Jr., « Une analyse factorielle des préférences politiques », *Revue française de science politique*, n° 1, mars 1958, p. 95-109.

2. Guy Michelat, Jean-Pierre H. Thomas, *Dimensions du nationalisme. Enquête par questionnaire* (1962), Paris, Armand Colin, coll. « Cahiers de la FNSP », 1966.

3. Émeric Deutsch, Denis Lindon, Pierre Weil, *op. cit.*

L'amphithéâtre parlementaire idéal

ci¹. Elle permet également de rendre compte des déplacements politiques que les électeurs peuvent éventuellement effectuer d'une élection à l'autre. Enfin, elle accorde à la séduction politique les lettres de noblesse que Siegfried lui avait quelque peu retirées. Les électeurs peuvent se laisser convaincre par les professions de foi politiques et changer d'avis. En rendant leur liberté aux électeurs, ces travaux redonnent à la politique un pouvoir sur les électeurs qu'André Siegfried, sans doute marqué par ses échecs électoraux, avait écorné.

Dans l'univers académique, les savants sont tentés d'analyser les textes savants et les évolutions dans les approches comme un progrès cumulatif : de nouvelles hypothèses, plus fructueuses et efficaces, remplaçant des hypothèses anciennes qui ont épuisé ce qu'elles avaient à donner. En ce domaine précis, l'évolution des usages des catégories gauche et droite, marquée par deux phases, renvoie à des états différents du champ politique et de son évolution. L'approche développée par Siegfried prend sens dans le cadre d'activités politiques en cours d'autonomisation. Les raisons qui président aux comportements électoraux apparaissent alors comme des rapports sociaux à la politique, ce qui implique que les électeurs changent peu d'avis. Par la suite, les analyses qui se développent à partir des années 1950 renvoient à un champ politique pleinement institué au sein duquel les électeurs sont censés voter en fonction de leurs opinions proprement politiques et de la structure de l'offre politique². Les explications en termes de rapports sociaux ou de classes sociales sont progressivement renvoyées

1. « La difficulté à laquelle se heurtent ces commentateurs est leur conception d'une division droite-gauche parfaitement binaire. C'est pourquoi d'autres spécialistes de psychologie sociale ou de science politique proposent la conception d'un axe droite-gauche, d'un continuum, d'une échelle à plusieurs degrés allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, sur laquelle il est possible de se situer « plus ou moins à gauche ou plus ou moins à droite » (Jean-Luc Parodi [dir.], *La politique*, Paris, Centre d'étude et de promotion de la lecture, 1971, p. 172).

2. À ce sujet, consulter le passage dans lequel René Rémond écarte les « appartenances socioprofessionnelles » en particulier et les « données sociologiques » en général des raisons qui expliquent les « choix politiques des individus » au profit des « facteurs culturels » et des « idéologies » ; René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Aubier-Montaigne, « Collection historique », 1982, p. 22.

Les usages sociaux des catégories politiques

au second plan, au profit de déterminants proprement politiques. De fait, ces deux phases montrent bien à quel point ces analyses correspondent à l'état du champ politique au moment où ces études sont réalisées.

DES USAGES POLITIQUES DES CATÉGORIES SAVANTES ?

Il est une illusion dans laquelle le savant, au sens où l'emploie Max Weber, se complaît comme à regret : l'illusion de n'avoir pas prise sur le monde. Le travail scientifique n'influerait pas ou peu sur le cours d'un monde qui évoluerait en dehors et à côté des leçons que le savant souhaiterait gracieusement lui offrir. Si l'on partage cette illusion à propos du politiste, il devient le témoin impotent, à défaut d'être muet, de l'histoire du champ politique. Son travail de compréhension et d'explication des activités politiques ne produirait aucun effet sur les luttes politiques comme sur les représentations politiques que les agents investissent dans leur action. Une illusion que dément le constat d'usages savants des catégories « gauche » et « droite » s'éloignant assez peu des usages ordinaires qu'en font les professionnels et les profanes de la politique. Serait-il possible que le politiste n'ait rien à ajouter à ce qu'en disent les agents politiques ? Serait-il possible que les catégories « gauche » et « droite » suffisent *en soi* à décrire et à expliquer les stratégies des agents politiques comme l'évolution du champ politique ? Cette communauté de sens qui accueille généreusement tous ceux qui, à titre professionnel, manifestent un intérêt pour la politique invite le savant à s'interroger sur les rapports entre science politique et politique, et, par conséquent, sur les fonctions sociales du discours savant. Qu'il soit justifié ou non, le sentiment d'impuissance hante les couloirs de l'Université : le travail savant n'aurait pas ou peu d'effets sur les agents sociaux. Pour les plus pessimistes, il se réduirait à sa fonction d'enregistrement d'une histoire qui se fabrique en dehors et à côté de lui. Et, dans leur vanité,

L'amphithéâtre parlementaire idéal

les plus optimistes lui adjoindraient une fonction de rationalisation, voire d'explication de cette histoire.

De la connaissance politique

Il n'est plus grand démenti que la convergence des usages et des significations, constatée entre le champ politique et le champ académique. Le clivage gauche-droite règne en maître sur le territoire du commentaire politique, sur son versant politique comme sur son versant savant. Cette convergence pourrait donner quelque consistance à l'hypothèse que les agents politiques détiendraient, mais peut-être pas au même titre que le savant, une vérité sur leurs actions. La connaissance issue de l'expérience politique ne serait pas contradictoire avec la connaissance fondée sur l'application de principes proprement scientifiques. Il n'y aurait aucune rupture, mais une continuité dans les formes de connaissance de la politique. Cette hypothèse présuppose que la connaissance scientifique du monde politique peut se dire avec les mots de la *praxis* politique et que cette dernière ne constitue nullement un obstacle à sa connaissance. En reprenant les mots de la politique, en leur accordant un statut scientifique, le savant énonce que la politique s'explique dans la logique pratique de la politique et que sa vérité est en partie ou tout entière contenue dans les mots, les significations ou les intentions de ceux qui l'animent. Ainsi l'évidence qu'ont acquise avec le temps les catégories « gauche » et « droite » auprès des électeurs sert-elle d'argument à l'historien Jacques Néré pour invalider les catégories nouvelles (« parti de l'Ordre établi » et « parti du Mouvement ») que propose François Goguel à la place des catégories utilisées par les acteurs politiques et reprises en particulier par André Siegfried, lesquelles seraient inadaptées, selon lui, pour penser l'histoire de la III^e République¹. La familiarité qu'acquièrent ces catégories pour les

1. François Goguel, *La politique des partis sous la III^e République*, Paris, Seuil, 1946.

Les usages sociaux des catégories politiques

électeurs leur conférerait une force explicative de leur comportement et de leurs « mentalités »¹. À tel point que ces mots, considérés par Jacques Néré comme des phénomènes d'histoire sociale, posséderaient un « véritable pouvoir magique » s'exprimant à l'occasion des cérémonies que sont les élections.

Aborder l'histoire du clivage gauche-droite, de la gauche ou de la droite par les discours, les mots et les idées peut sembler évident au premier abord. Faire de ces discours et de ces idées le principe de distinction et de classement des entreprises politiques l'est beaucoup moins d'un point de vue scientifique. Ce parti pris du réalisme politique immédiat qu'adopte René Rémond dans son *Histoire des droites* le place dans une posture similaire à la relation de l'électeur vis-à-vis du parti. L'historien des droites est en partie condamné à apprécier et à distinguer les entreprises partisans en fonction des biens symboliques (programmes, doctrines et idées) que celles-ci offrent à leurs électeurs. En histoire des idées politiques, le savant aborde la droite ou la gauche, ainsi que les entreprises partisans qui les incarnent à un moment donné, pour ce qu'elles donnent à voir : des (bons) mots, des opinions, des programmes, des doctrines. Le savant classe et commente ces produits de l'activité partisane, élaborés pour convaincre et susciter l'adhésion des électeurs, mais exclut de l'analyse les conditions proprement sociales de production de ces biens symboliques². Le savant s'enferme donc dans un *topos* politique et son point de vue, lui aussi

1. « Plaçons-nous, en effet, à une quinzaine d'années en arrière, avant l'avènement des partis organisés, et demandons à un électeur moyen (non pas politiquement indifférent, entendons-nous bien) s'il appartient au Parti de l'Ordre établi ou à celui du Mouvement; le plus souvent, il ne saura que répondre. Mais demandons-lui s'il est ou non "de gauche": il saura immédiatement et sans hésitation comment se classer (même s'il ne l'avoue pas nettement). Le problème est donc de savoir qui a la plus grande valeur explicative et rend le mieux compte des réalités, des mots d'usage courant ou de ceux qui résultent d'une construction intellectuelle; si, autrement dit, M. Goguel a eu raison ou tort d'écarter les mots "droite" et "gauche" qui gênaient la rigueur de son système explicatif » (Jacques Néré, *op. cit.*, p. 464).

2. Bernard Pudal, « De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques », in Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir.), *Les formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, PUF, 2006, p. 185-192.

L'amphithéâtre parlementaire idéal

enfermé dans les logiques pratiques de la politique qu'il est amené à rationaliser, reste souvent circonscrit au champ clos de la politique. La politique s'expliquerait alors uniquement par la politique, et les actes politiques par les intentions et les opinions de ceux qui les commettent, voire les commentent.

Cette continuité des formes de connaissance politique qui réunit les praticiens et certains observateurs de la politique engendre un discours de rationalisation des logiques pratiques de la politique. Dans cette perspective, ces analyses savantes de la politique, en érigant des catégories de la pratique en principes de description ou d'analyse, contribuent autant à importer un rapport pratique à la politique (c'est-à-dire le rapport à la politique de ceux qui la pratiquent) qu'à faire exister des visions et des divisions proprement politiques dans l'univers académique. Accessoirement, compte tenu de ses conditions et de ses principes de production, ce discours savant se voit reconnaître une certaine légitimité, voire une certaine autorité par les praticiens de la politique. Ainsi René Rémond se réjouit-il, dans la préface de son édition de 1982, que son ouvrage ait « connu une fortune flatteuse autant que compromettante. Les politiques s'en sont saisis : veulent-ils déconsidérer leurs adversaires gaullistes, les libéraux les taxeront de bonapartistes. Utilisation qui n'a rien de naturel pour des notions qui se rapportent à des réalités politiques, pourvu qu'elle se fasse dans le droit fil des définitions. C'est tant mieux si la pratique politique vient confirmer des intuitions et des hypothèses qui n'avaient d'autre ambition que de projeter quelque lumière sur un des problèmes les plus embrouillés et les plus importants de notre histoire politique. L'historien ne peut que se réjouir s'il observe que ses propositions ont quelque utilité pour les praticiens engagés dans l'action. Le bilan n'est donc pas décevant »¹. Par un effet de *feedback* bien connu, cette continuité des formes de connaissance politique autorise les praticiens à se saisir des analyses savantes, à s'approprier certains résultats qui deviennent des ressources politiques dans les luttes auxquelles ils se livrent quotidiennement.

1. René Rémond, *op. cit.*, p. 10.

Les usages sociaux des catégories politiques

La manière dont les savants rendent compte des stratégies des hommes et des groupements politiques n'est pas sans effet sur les façons dont les hommes politiques pensent leur activité et leur action. Une proportion conséquente de ces derniers n'est-elle pas formée par des institutions d'enseignement dans lesquelles les savants professent ? Par exemple, la notoriété du *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République* doit sans doute davantage aux enseignements d'André Siegfried à l'École libre des sciences politiques qu'à la diffusion de cette œuvre vendue à moins de 1 400 exemplaires (alors que les autres ouvrages de Siegfried, aujourd'hui moins connus, se vendaient en moyenne à plus de 20 000 exemplaires). En dépit des luttes académiques qui opposent ces savants, il se fabrique un certain nombre d'accords sur des façons de penser la politique et d'en parler. Et, contre toute attente, certains points d'accord résistent aux transformations du champ académique et aux (r)évolutions symboliques qui ont affecté l'analyse politique du début du xx^e siècle à nos jours. Ces points d'accord sont devenus des invariants ou des points aveugles, rarement interrogés, mais mobilisés spontanément dans l'analyse des luttes politiques. Le clivage gauche-droite en fait partie. C'est ainsi que ces savants, occupant des positions apparemment plus distancées avec la politique, au nom desquelles ils revendiquent un statut scientifique pour le résultat de leurs activités, forment et transmettent des savoirs sur la politique qui, à la faveur de l'institutionnalisation d'un enseignement de science politique, deviennent un sens commun politique, voire une *doxa*. Au final et sans qu'ils le veuillent, ils contribuent à stabiliser et à consacrer les formes dans lesquelles des catégories d'agents, liées sous divers rapports à la politique, se saisissent communément de la politique. Ainsi, la circulation des catégories « gauche » et « droite », de la politique vers le champ académique puis du champ académique vers la politique, fabrique un cercle enchanté de légitimation qui en stabilise le sens pour un temps, en naturalise et en justifie les usages dans les différents champs où elles circulent : les champs politique et académique principalement, mais également les champs médiatique, littéraire, religieux, etc.

L'amphithéâtre parlementaire idéal

Des logiques de production des connaissances sur la politique

Du point de vue épistémologique et pour se donner la facilité d'un discours idéal-typique, les discours savants sur la politique peuvent être classés sur un plan organisé autour de deux axes : le premier axe distingue une démarche engageant une continuité des formes ordinaires et savantes de savoirs d'une démarche qui établit une rupture épistémologique entre les discours des agents sociaux et ceux des savants¹ ; le second axe oppose une approche internaliste à une approche externaliste. La première approche circonscrit les données et les explications pertinentes aux limites du champ politique : la politique s'explique ici par la politique (intentions, idées, voire événements strictement politiques, etc.). L'histoire politique, l'histoire des idées politiques, voire les sondages d'opinion relèvent de cette approche². La seconde approche rapporte les phénomènes politiques à des faits extérieurs au champ politique : la politique s'explique par le social (dans son sens le plus étendu) ou l'économique. Chaque région épistémologique possède ses œuvres, ses traditions et ses auteurs. Et, dans le débat intellectuel, chaque posture épistémologique revendique son droit à exister ainsi qu'une égalité de traitement dans l'échange des arguments académiques.

Mais, comme discours situé au sommet de la hiérarchie des discours savants, l'épistémologie s'interdit souvent cette faute de goût qui consiste à s'interroger sur ses conditions de production et à soumettre la pensée à une rationalité qui lui est extérieure. On peut ainsi se demander si ces quatre postures épistémologiques ne se distinguent pas également sur le plan de leurs conditions de production. Dans cette perspective, chaque parti pris épistémologique exprimerait un

1. Bernard Lacroix, « Conclusion », in François d'Arcy, *La représentation*, Paris, Economica, 1985, p. 175-185 et plus particulièrement les p. 178-179.

2. Par exemple, la philosophie politique peut être considérée comme une approche internaliste mais elle se placerait plutôt du côté du point de vue de la rupture entre les discours des acteurs et ceux des savants.

Les usages sociaux des catégories politiques

degré de proximité avec le champ politique, soit des producteurs de savoirs politiques, soit des lieux dans lesquels s'énoncent ces savoirs. D'emblée, il faut reconnaître que le parti pris de la continuité des formes de savoir, naturellement couplé avec l'approche internaliste, se déploie à l'intérieur et autour d'une institution particulière qui, d'André Siegfried à nos jours, a pris des noms différents : École libre des sciences politiques, Institut d'études politiques de Paris, Sciences Po Paris¹. Une partie conséquente des auteurs français qui, à la suite d'André Siegfried, ont contribué à objectiver le clivage gauche-droite comme principe d'analyse de la vie politique française et de son histoire sont liés d'une façon ou d'une autre à cette institution. Cependant, le rôle joué par celle-ci dans le développement d'un savoir sur la politique évolue d'une part en fonction des configurations historiques qui se succèdent depuis sa création et, d'autre part, en fonction du degré d'autonomie acquis par une discipline composée de politistes de plus en plus nombreux et exerçant de plus en plus souvent dans d'autres lieux. *A contrario*, le parti pris de la rupture épistémologique se développe hors de la science politique dans un premier temps, en particulier en sociologie, puis en science politique à partir du moment où cette dernière, influencée par d'autres sciences sociales, se structure comme discipline universitaire dans les années 1970. L'un et l'autre se trouvent engagés dans une lutte pour la définition du savoir légitime sur la politique.

Il n'est peut-être pas absurde de penser qu'en matière d'analyse politique les rapports entretenus par Sciences Po Paris avec les activités politiques conditionnent en partie le contenu et la forme des savoirs qui y sont dispensés. Sciences Po Paris forme les élites politiques en leur offrant un savoir généraliste (droit, histoire, économie, philosophie, etc.) dont la cohérence ne réside pas dans une discipline particulière, mais dans le spectre des fonctions et des emplois (politiques, médiatiques, économiques, administratifs, etc.) auxquels se destinent ses diplômés. Cette formation pluraliste des savoirs poli-

1. Sur l'histoire de cette école, consulter Pierre Favre, *Naissances de la science politique en France, 1870-1914*, Paris, Fayard, 1989.

L'amphithéâtre parlementaire idéal

tiques et des savoirs sur la politique est en partie dispensée par des professionnels appartenant aux différentes activités composant les débouchés de Sciences Po. En dépit de la diversité des fonctions que ses diplômés seront amenés à occuper, la formation qu'ils ont reçue fabrique des rapports communs à la politique qui sont spontanément réinvestis sous forme de réflexes, de représentations ou de conduites à l'occasion des débats, controverses ou polémiques formant l'ordinaire de la politique.

Il est probable que les caractéristiques dont est pourvu le clivage gauche-droite, en particulier sa permanence et son universalité, expriment un rapport particulier à la politique pour un personnel qui se destine à occuper les fonctions politiques et administratives distribuées au sein du champ politique et des activités qui en dépendent. Ces caractéristiques n'énoncent-elles pas, sous une forme masquée tant elle tomberait sous le coup de l'accusation d'*hubris* si elle s'exprimait clairement, la façon dont se pensent les élites politiques françaises ? D'une part, la permanence du clivage exprime un souci d'inscrire les catégories actuellement les plus légitimes dans une historicité qui puise son origine dans l'*événement* le plus symbolique : la Révolution française. Faisant fi des aléas historiques, des ruptures révolutionnaires et des transformations moins violentes qui affectent au jour le jour les activités politiques, cette construction historique offre de surcroît à l'ordre actuel, en accordant au présent et à son organisation un âge vénérable de deux siècles, un avenir ou plutôt un présent qui se reconduit dans l'à-venir. Il exprime, pour tous ceux qui profitent des biens distribués par le champ politique, le désir de durer, de persister dans leur être en contribuant à donner aux structures dont ils tirent profit une transhistoricité qui pérennise les conditions du jeu politique et, par conséquent, contribue à asseoir leur domination politique. D'autre part, l'universalité supposée du clivage gauche-droite n'est pas sans exprimer un autre aspect du rapport à la politique des élites françaises : un certain messianisme politique. Depuis la Révolution française, elles se croient dépositaires d'un modèle politique, d'un modèle démocratique, qu'elles sont destinées à apporter au monde, à universaliser. Cette mythologie politique énonce, avec la confiance de

Les usages sociaux des catégories politiques

ceux qui pensent avoir l'histoire de leur côté, cette idée que l'ordre politique, telle qu'il est donné à voir en France, est un ordre naturel qui se décline, sous des formes quelque peu différentes mais finalement assez homologues, hors des frontières de France. Comme formes élémentaires de la politique, le clivage gauche-droite donne à voir, pour peu que l'on chausse les bonnes lunettes, le sens ou la philosophie implicite qui accompagne et résume presque l'histoire politique française.

CONCLUSION

Au terme d'une histoire fort discrète, les catégories « gauche » et « droite » sont devenues des principes de classement et d'organisation des gestes, des discours et des entreprises politiques qui, pour accéder à ce statut, ont bénéficié d'un travail de légitimation à la fois politique et savant leur accordant une nature supérieure aux autres catégories politiques. Une des fonctions de l'univers savant est, semble-t-il, d'élire certaines catégories relevant soit de la pratique, soit de l'analyse afin d'organiser en une totalité cohérente et rationnelle l'ensemble des phénomènes et des échanges politiques. Mais les conditions dans lesquelles se fabriquent ces connaissances sur la politique ne relèvent pas uniquement de la science pure et désintéressée. Les rapports que les savants entretiennent avec la politique conditionnent en partie la façon dont ces connaissances sont produites et les usages savants ou non qui en sont faits. D'un point de vue historique, la science politique peut alors se penser comme le produit d'une division du travail politique qui confie à des agents spécialisés la possibilité de produire des biens symboliques (analyses, interprétations, savoirs, etc.), moins marqués politiquement et bénéficiant du sceau de la science grâce auquel certaines catégories issues des luttes politiques acquièrent une objectivité que ne peuvent leur conférer tous ceux qui, à des titres divers, y participent plus ou moins directement.